



**VŒU PROPOSÉ PAR LES GROUPES COMMUNISTE,  
PS-PRG ET VERTS  
Défendre et promouvoir le service public postal,  
en Région Centre aussi**

La Poste est en danger. La dégradation du service rendu se poursuit depuis plusieurs années maintenant. Elle est symbolisée par manque de personnel, par la fermeture de bureaux en ville et en campagne et par transformation du service financier de La Poste en banque postale avec la banalisation du livret A. Dans un contexte où les services publics subissent les coups terribles de la « Révision Générale des Politiques Publiques » (RGPP) mise en oeuvre par le gouvernement, cette annonce va une nouvelle fois à l'encontre des intérêts des usagers et de la solidarité des territoires.

Le gouvernement a maintenant l'intention de privatiser La Poste en en faisant une société anonyme dont le capital sera introduit en bourse.

Cette stratégie délibérée, si elle était mise en oeuvre, conduirait à de nouvelles suppressions d'emplois et accélérerait les transferts de charges vers les collectivités territoriales. Déjà, certaines communes ont dû réaliser des investissements importants et employer du personnel afin de conserver une agence postale et répondre aux besoins de nos concitoyens.

Bien évidemment, des moyens doivent être investis pour assurer la modernisation et la rénovation du service public postal. Cela passe par le développement d'un service public de proximité et de qualité dans la complémentarité de toutes ses activités comprenant un maillage intelligent du territoire et l'arrêt du développement de l'emploi précaire contraire à l'efficacité.

Attachés aux services publics, 56% de français se déclarent opposés à l'ouverture du capital de La Poste, selon un sondage paru récemment.

Face à cette situation, les élus régionaux rappellent leur attachement au service public postal et à son développement. Avec les citoyennes et citoyens, avec les personnels de la Poste, le Conseil régional :

- **s'oppose à la privatisation de cette entreprise, initiée par son changement de statut en société anonyme**
- **demande au gouvernement la mise en place d'un véritable projet de relance du service public de la Poste**
- **demande qu'un grand débat public soit organisé sur les missions de La Poste et sur l'amélioration du service rendu en réponse aux besoins de la population, ainsi que sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage les représentants des usagers, des salariés et des élus.**